

Le 1<sup>er</sup> mars 2024

Monsieur Joël Lightbound  
Président  
**Comité permanent de l'industrie et de la technologie**  
131, rue Queen, sixième étage  
Chambre des communes  
Ottawa ON K1A 0A6  
Canada  
Courriel : [INDU@parl.gc.ca](mailto:INDU@parl.gc.ca)

access<sup>©</sup>



ASSOCIATION  
NATIONALE  
DES ÉDITEURS  
DE LIVRES

canadianauthors  
making a Canadian voice heard for over a century

COPIBEC<sup>©</sup>

lpg

Literary Press Group  
of Canada

REFC  
Regroupement des  
éditeurs franco-canadiens

UNEQ  
UNION DES ÉCRIVAINES  
ET DES ÉCRIVAINS QUÉBÉCOIS

Projet de loi C-27 incluant la *Loi sur l'intelligence artificielle et les données* étudié au Comité permanent de l'industrie (INDU)

**MÉMOIRE** soumis conjointement par **Access Copyright (AC)**, **Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)**, **Association of Canadian Publishers (ACP)**, **Canadian Authors Association (CAA)**, **Copibec**, **Literary Press Group of Canada (LPG)**, **Regroupement des éditeurs franco-canadiens (REFC)** et **Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ)**

Chers membres du Comité de l'industrie et de la technologie [**ENGLISH FOLLOWS**],

Pour donner suite à la comparution du 12 février 2024 de Me Stéphanie Hénault, directrice des affaires juridiques de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), à la **Réunion 110** de votre étude de la première législation canadienne susceptible de réglementer spécifiquement les systèmes d'intelligence artificielle (IA), nos associations et organisations, qui représentent les secteurs de l'édition du livre anglophone et francophone au pays<sup>1</sup>, unissent leurs voix afin de vous soumettre des amendements essentiels à la Partie 3 du projet de Loi C-27 intitulée la *Loi sur l'intelligence artificielle et les données (LIAD)*.

Le secteur mondial de l'édition s'appuie sur le droit d'auteur, en particulier sur les droits exclusifs d'autoriser ou d'interdire l'utilisation d'œuvres et d'accorder des licences moyennant rémunération. Lorsque des œuvres protégées par le droit d'auteur sont utilisées et reproduites dans des systèmes d'IA, ces droits sont engagés et doivent être respectés.

---

<sup>1</sup> La description de nos associations est en Annexe.

Pour les titulaires de droit d'auteur, la faculté d'accorder ou de refuser la permission d'en faire ces utilisations est aussi importante que la compensation devant en découler, en particulier quand la production du système d'IA concurrence l'œuvre, s'y substitue ou porte atteinte au droit moral de l'auteur, pour ne nommer que quelques problèmes qui en résultent.

Au Royaume-Uni, en Europe, sur le marché nord-américain et ailleurs, on assiste de plus en plus à la conclusion d'accords commerciaux concédant sous licence du contenu pour la fouille de textes et de données (« FTD ») en réaction à la multiplication d'actions pour violation du droit d'auteur intenté à l'encontre de modèles d'IA.

Au Canada, le marché d'octroi de licences pour la FTD est naissant. Il est crucial d'encourager ce marché naissant en modifiant la partie 3 du projet C-27 pour énoncer bien clairement la nécessité que l'IA se développe et se déploie de manière responsable par des procédures garantissant le respect de la législation sur le droit d'auteur, ainsi que par la publication et la mise à disposition d'informations sur les contenus intégrés dans les systèmes, à l'instar de la [législation européenne encadrant spécifiquement l'IA](#).

En cas de contrefaçon impliquant un développeur, un fournisseur ou un utilisateur d'IA, la [Loi sur le droit d'auteur](#)<sup>2</sup> offre des recours aux titulaires pour en disposer dans la mesure où que des obligations contraignantes de transparence sont mises en place, comme décrit ci-dessus. La législation canadienne encadrant spécifiquement l'IA doit, comme en Europe, minimalement énoncer la nécessité de respecter la loi sur le droit d'auteur et les droits de propriété intellectuelle en général pour éviter que des systèmes d'IA s'y développent et s'y déploient de manière opaque, injuste et déséquilibrée.

Concrètement, veuillez trouver en **ANNEXE 2** les amendements que nous suggérons au projet de Loi C-27, et ce, en les ajoutant à ceux déposés à l'automne 2023 par l'Honorable François-Philippe Champagne.

---

<sup>2</sup> Concernant la *Loi sur le droit d'auteur*, nos associations ont par ailleurs pris part, en janvier 2024, à votre Consultation sur l'IA générative et le droit d'auteur [<https://ised-isde.canada.ca/site/strategic-policy-sector/sites/default/files/documents/2023-12/2023-consultation-paper-fr.pdf>]. Voici quelques-uns des mémoires auxquels nous avons contribué :

- [ANEL](#)  
[<https://www.anel.qc.ca/wp-content/uploads/2024/01/ISDE-2023-15-jan-ANEL-Droit-dauteur-et-IA-forme-memoire-2.pdf>]
- [ACP](#)  
[<https://publishers.ca/wp-content/uploads/2024/03/240112-AI-ISED-consultation-formatted.pdf>]
- [CDEC](#)  
[[https://cdec-cdce.org/wp-content/uploads/2024/01/FR\\_CDCE-Response-to-AI-Consultation-v.5-2023-1212-FINALE.pdf](https://cdec-cdce.org/wp-content/uploads/2024/01/FR_CDCE-Response-to-AI-Consultation-v.5-2023-1212-FINALE.pdf)]

## ANNEXE 1

### À propos des organisations signataires

**Access Copyright** – Access Copyright regroupe des créateurs et des éditeurs au Canada. Organisme national à but non lucratif, il représente des dizaines de milliers d'écrivains, d'artistes visuels et d'éditeurs canadiens et leurs œuvres. Grâce à des accords avec des organisations sœurs du monde entier, il représente également les œuvres de centaines de milliers de créateurs et d'éditeurs étrangers. Son riche répertoire de contenu est très apprécié des professeurs, étudiants, chercheurs, employés d'entreprise et tous ceux qui ont besoin de copier et de partager du contenu. Access Copyright accorde des licences de son répertoire aux établissements d'enseignement, aux entreprises, aux gouvernements, etc. Les bénéfices ainsi récoltés sont reversés aux détenteurs des droits d'auteur, contribuant à garantir la création continue d'œuvres nouvelles et innovantes.

**Association of Canadian Publishers (ACP)** – L'Association of Canadian Publishers contribue au développement et au maintien de maisons d'édition de livres dynamiques et concurrentielles, gérées, détenues et contrôlées par des Canadiens, afin de soutenir et de renforcer la contribution des livres canadiens au paysage culturel, économique et éducatif du Canada. L'ACP représente environ 115 maisons d'édition de livres détenues et contrôlées par des Canadiens à travers le pays. Le membership de l'association est diversifié et comprend des éditeurs de divers genres. Plus de 80 % des titres écrits par des auteurs Canadiens sont publiés par maisons d'édition appartenant à des Canadiens. Un secteur détenu par des Canadiens fort est donc essentiel au développement de nouveaux auteurs et écrivains canadiens.

**Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)** – L'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL) regroupe la grande majorité des maisons d'édition de langue française au Québec et au Canada. Sa mission est de soutenir la croissance de l'industrie de l'édition et d'assurer le rayonnement du livre québécois et franco-canadien à l'échelle nationale et internationale en prônant le respect du droit d'auteur. Les maisons d'édition membres de l'Association publient divers types d'ouvrages, du roman au manuel scolaire en passant par l'essai et le livre jeunesse.

**Canadian Authors Association (CAA)** – La Canadian Authors Association (CAA) offre aux écrivains une grande variété de programmes, de services et de ressources pour les aider à développer leurs compétences tant dans l'art que dans les aspects commerciaux de l'écriture, à améliorer leur capacité à gagner leur vie en tant qu'écrivain et à avoir accès à un réseau pancanadien d'écrivains et de professionnels de l'industrie de l'édition. Nous sommes une organisation basée sur l'adhésion pour les écrivains de tous les domaines de la profession - aspirants, émergents et professionnels - dans tous les genres et à travers toutes les professions liées à l'écriture. En tant qu'organisme de services artistiques national à but non lucratif avec un statut d'organisme de bienfaisance, une grande partie de ce que nous faisons profite à tous les écrivains, qu'ils soient membres ou affiliés à nous en tant que partenaires ou par le biais d'autres groupes d'écriture.

**Copibec** – Copibec est la société québécoise de gestion collective des droits de reproduction, une entreprise d'économie sociale à but non-lucratif spécialisée en gestion des droits d'auteur.

Elle représente plus de 30 000 autrices et auteurs, et 1 300 maisons d'édition. Elle offre aux utilisatrices et aux utilisateurs de matériel protégé par le droit d'auteur des solutions simples et adaptées à leurs besoins. À l'échelle internationale, la société de gestion collective a conclu des ententes avec plus de 33 sociétés étrangères afin d'inclure les livres, journaux et revues de ces pays à son répertoire. Elle compte parmi ses membres l'UNEQ, l'ANEL, le RAAV, l'AJIQ, la FPQJ, la SODEP, les Quotidiens du Québec et les Hebdomadaires du Québec.

**Literary Press Group of Canada (LPG)** – Fondée en 1975, le Literary Press group of Canada est une association à but non lucratif qui représente des maisons d'édition de livres littéraires détenues et exploitées par des Canadiens, d'un océan à l'autre. Nos membres publient des ouvrages d'auteurs parmi les plus novateurs et créatifs du Canada, offrant aux lecteurs l'accès à des voix diverses qui n'ont pas été suffisamment représentées dans l'édition grand public. En plus de leurs contributions culturelles, les membres de LPG sont des petites entreprises qui soutiennent les économies locales à travers l'ensemble de leurs activités commerciales, de l'édition, de la conception et de la production au marketing, aux ventes et à la distribution.

**Regroupement des éditeurs franco-canadiens** – Le Regroupement des éditeurs franco-canadiens (REFC) a été créé dans le but de permettre aux maisons d'édition francophones de mener des actions concertées dans le domaine de la commercialisation, de la promotion, de la représentation et de la formation. Il favorise également une approche axée sur le partenariat en encourageant la coopération entre les membres et les principaux intervenants de l'écosystème du livre, assurant ainsi la consultation, le dialogue et la collaboration des organismes engagés dans le développement culturel des communautés francophones du Canada.

**Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ)** – Fondée en 1977, l'Union des écrivaines et des écrivains québécois est un syndicat professionnel qui œuvre à la défense des droits socioéconomiques des artistes de la littérature, ainsi qu'à la valorisation de la littérature québécoise. Reconnue en 1990 comme l'association la plus représentative des artistes du domaine de la littérature en vertu de la Loi sur le statut professionnel des artistes en arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (ainsi que par la réforme de 2022) et accréditée en 1996 par le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs pour négocier, de façon exclusive, avec les producteurs relevant de la compétence fédérale, l'UNEQ regroupe aujourd'hui près de 1800 membres de toutes les pratiques littéraires.

***ENGLISH FOLLOWS***

Bill C-27 including the *Artificial Intelligence and Data Act* studied by the Standing Committee on Industry (INDU)

**BRIEF submitted jointly by Access Copyright (AC), Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), Association of Canadian Publishers (ACP), Canadian Authors Association (CAA), Copibec, Literary Press Group of Canada (LPG), Regroupement des éditeurs franco-canadiens (REFC) and Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ)**

Dear Members of the Standing Committee on Industry and Technology,

Further to the February 12, 2024, appearance of Me Stéphanie Hénault, Director of Legal Affairs of the Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), at [Meeting 110](#) of your study of the first Canadian legislation likely to specifically regulate artificial intelligence (AI) systems, our associations, which represent the English and French book publishing sectors in the country,<sup>3</sup> are joining forces to bring you essential amendments to Part 3 of Bill C-27, the *Artificial Intelligence and Data Act (AIDA)*.

The global publishing industry relies on copyright, in particular the exclusive rights to authorize or prohibit the use of works and to grant licenses for a fee. When copyrighted works are used and reproduced in AI systems, these rights are engaged and must be respected.

For copyright owners, the ability to grant or withhold permission in respect of such uses is as important as the compensation that should result, especially when the AI system's output would compete with the work, substitute for it, or infringe on the author's moral rights, to name but a few resulting issues.

In the U.K., European, North American markets and elsewhere, rightsholders are increasingly entering into commercial agreements with AI developers to license text and data mining (TDM) rights to their content in response to the growing number of copyright infringement actions against AI models.

In Canada, the licensing market for TDM is in its infancy. To encourage this nascent and important market, Part 3 of Bill C-27 should be amended to make clear the need for responsible development and deployment of AI systems through procedures to ensure compliance with copyright law, as well as by ensuring rigorous transparency requirements via the publication and provision of information on content embedded in systems, similar to what has been proposed by [Europe's specific legislation on AI](#).

[[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/QANDA\\_21\\_1683](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/QANDA_21_1683)]

In the event of infringement by a developer, supplier, or user of AI, the [Copyright Act](#)<sup>4</sup> is currently sufficient to allow owners to make infringement claims, as long as binding transparency

---

<sup>3</sup> Descriptions of our associations are available in **APPENDIX 1**.

<sup>4</sup> Concerning the *Copyright Act*, our associations also took part in your [Consultation on Copyright in the Age of Generative Artificial Intelligence](#). Here are some of the briefs we submitted:

[ANEL](#), [ACP](#), [CDEC](#)

obligations are put in place, as described above. However, Canadian legislation specifically governing AI must, as in Europe, at least state the need to respect the *Copyright* Act and intellectual property rights in general, to prevent AI systems from being developed and deployed in an opaque, unfair and imbalanced manner.

In concrete terms, please find in **APPENDIX 2** the amendments we propose to Bill C-27, in addition to those tabled in the fall of 2023 by the Honourable François-Philippe Champagne.

## **APPENDIX 1**

### **About the Signatory Associations**

**Access Copyright** – Access Copyright is a collective voice of creators and publishers in Canada. A non-profit, national organization, we represent tens of thousands of Canadian writers, visual artists and publishers, and their works. Through agreements with sister organizations around the world we also represent the works of hundreds of thousands of foreign creators and publishers. This rich repertoire of content is highly valued, by educators, students, researchers, corporate employees, and others who need to copy and share content. We license the copying of this repertoire to educational institutions, businesses, governments, and others. The proceeds gathered when content is copied, remixed, and shared are passed along to the copyright-holders. These investments help to ensure the continued creation of new and innovative works.

**Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)** – The Association nationale des éditeurs de livres (ANEL) brings together the vast majority of French-language publishing houses in Quebec and Canada. Its mission is to support the growth of the publishing industry and ensure the visibility of Quebec and Franco-Canadian books nationally and internationally, particularly by advocating for the respect of copyright. Member publishing houses of the Association publish various types of works, from novels to textbooks, including essays and children's books.

**Association of Canadian Publishers (ACP)** – The Association of Canadian Publishers contributes to the development and maintenance of vibrant, competitive book publishing companies, professionally managed, and owned and controlled in Canada, to support and strengthen the contribution that Canadian books make to Canada's cultural, economic, and educational landscape. ACP represents approximately 115 Canadian-owned and controlled book publishers from across the country. The membership is diverse and includes publishers from a variety of genres. Over 80% of Canadian-authored titles are published by the Canadian-owned sector. This means a strong Canadian-owned sector is vital to the development of new Canadian authors and writers.

**Canadian Authors Association (CAA)** – The Canadian Authors Association provides writers with a wide variety of programs, services and resources to help them develop their skills in both the craft and the business of writing, enhance their ability to earn a living as a writer, and have access to a Canada-wide network of writers and publishing industry professionals. We are a membership-based organization for writers in all areas of the profession— aspiring, emerging and professional—in every genre and across all writing-related professions. As a not-for-profit

national arts service organization with charitable status, much of what we do benefits all writers, whether they are members or are affiliated with us as partners or through other writing groups.

**Copibec** – Copibec is the Quebec collective management society for reproduction rights, a non-profit social economy enterprise specialized in copyright management. It represents over 30,000 authors and 1,300 publishing houses. Copibec provides users of copyright-protected material with simple and tailored solutions to meet their needs. On the international scale, the collective management society has agreements with over 33 foreign societies to include books, newspapers, and magazines from these countries in its repertoire. Among its members are UNEQ, ANEL, RAAV, AJIQ, FPQJ, SODEP, Quotidiens du Québec, and Hebdomadaires du Québec.

**Literary Press Group of Canada (LPG)** – Founded in 1975, the LPG is a not-for-profit association that represents Canadian-owned and -operated literary book publishers from coast to coast. Our members produce books by some of Canada's most innovative and creative writers, giving readers access to diverse voices that have not been well represented in mainstream publishing. In addition to their cultural contributions, LPG members are small businesses that support local economies through the full range of their business activities, from editorial, design, and production to marketing, sales, and distribution.

**Regroupement des éditeurs franco-canadiens (REFC)** – The Regroupement des éditeurs franco-canadiens (REFC) was created to enable French-language publishing houses to undertake concerted actions in the areas of marketing, promotion, representation, and training. It also promotes a partnership-oriented approach by encouraging cooperation among members and key stakeholders in the book ecosystem, thereby ensuring consultation, dialogue, and collaboration with organizations committed to the cultural development of French-speaking communities in Canada.

**Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ)** – Founded in 1977, the Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ) is a professional union dedicated to defending the socio-economic rights of literary artists and promoting Quebec literature. Recognized in 1990 as the most representative association of artists in the field of literature under the Professional Status of Artists in Visual Arts, Crafts, and Literature Act and their contracts with broadcasters (as well as by the 2022 reform) and accredited in 1996 by the Canadian Industrial Relations Board for exclusive negotiation with federally regulated producers, UNEQ currently brings together nearly 1800 members from all literary practices.

## APPENDIX 2 / ANNEXE 2

Please find, underlined, four amendments that we suggest to Bill C-27, adding them to those tabled in the fall of 2023 by the Honorable François-Philippe Champagne (reproduced in red)/  
 Veuillez trouver, en soulignés, quatre amendements que nous suggérons au projet de Loi C-27, et ce, en les ajoutant à ceux déposés à l’automne 2023 par l’Honorable François-Philippe Champagne (reproduits en rouge) :

<b>PART 3</b> Artificial Intelligence and Data Act	<b>PARTIE 3</b> Loi sur l’intelligence artificielle et les données
<p>[...]  <i>harm</i> means</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Physical, psychological <u>or reputational</u> harm to an individual <u>or to any other aspect of Canadian society</u>;</li> <li>b) damage to an individual’s property; or</li> <li>c) economic loss to an individual. (<i>préjudice</i>)</li> </ul> <p>[...]</p> <p><b>General-purpose system — first time</b></p> <p>7 (1) Before a general-purpose system is made available in the course of international or interprovincial trade and commerce for the first time, the person who makes it available for that first time must ensure that</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) measures respecting the data used in developing the system have been established in accordance with the regulations <u>including the respect of the Copyright Act, regardless the jurisdiction in which the copyright-relevant acts underpinning the development of the general-purpose system takes place</u>;</li> </ul>	<p>[...]  <i>préjudice</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Préjudice physique, psychologique <u>ou réputationnel</u> subi par un individu <u>ou à tout autre aspect de la société canadienne</u>,</li> <li>b) dommage <u>à un bien individuel</u>; ou</li> <li>c) perte économique subie par un individu. (<i>harm</i>)</li> </ul> <p>[...]</p> <p><b>Système à usage général : première fois</b></p> <p>7 (1) Avant qu’un système à usage général ne soit rendu disponible dans le cadre des échanges et du commerce internationaux ou interprovinciaux pour la première fois, la personne qui le rend ainsi disponible veille :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) à ce que des mesures concernant les données utilisées dans le développement du système ont été établies conformément aux règlements, <u>incluant le respect de la Loi sur le droit d’auteur, quelle que soit la juridiction dans laquelle les actes reliés au droit d’auteur du système à usage général ont lieu</u> ;</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>(b) an assessment of the adverse impacts that could result from any use of the system that is reasonably foreseeable has been carried out in accordance with the regulations;</li> <li>(c) measures to assess and mitigate any risks of harm or biased output that could result from any use referred to in paragraph (b) have been established in accordance with the regulations;</li> <li>(d) tests of the effectiveness of the mitigation measures established under paragraph (c) have been carried out;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>b) à ce qu’une évaluation des effets néfastes que pourrait entraîner toute utilisation raisonnablement prévisible du système a été effectuée conformément aux règlements;</li> <li>c) à ce que des mesures visant à évaluer et à atténuer les risques de préjudice ou de résultats biaisés que pourrait entraîner cette utilisation ont été établies conformément aux règlements;</li> <li>d) à ce que des tests de l’efficacité des mesures d’atténuation établies au titre de l’alinéa c) ont été effectués;</li> <li>e) à ce que les éléments, prévus par règlement, permettant la supervision humaine de</li> </ul>



<p>(e) the features prescribed by regulation that permit human oversight of its operations have been included in the system;</p> <p>(f) a plain-language description has been prepared of</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) the system's capabilities and limitations,</li> <li>ii) the risks of harm or biased output referred to in paragraph (c), and</li> <li>(iii) a sufficiently detailed identification of the content used for <u>training the system including how the data was obtained and selected, to facilitate copyright holders exercising and enforcing their rights under the Copyright Act, in accordance with the regulations and any other information prescribed by regulation;</u></li> </ul> <p>(g) if the system generates digital output consisting of text, images or audio or video content,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) best efforts have been made so that members of the public, unaided or with the assistance of software that is publicly available and free of charge, are able to identify the output as having been generated by an artificial intelligence system, and</li> <li>(ii) all measures prescribed by regulation have been taken so that members of the public are able to identify the output as having been generated by an artificial intelligence system;</li> </ul> <p>(h) all measures prescribed by regulation have been taken; and</p> <p>(i) an assessment of the person's compliance with paragraphs (a) to (h) has been carried out in accordance with the regulations by a third party who meets the qualifications that are prescribed by regulation.</p>	<p>l'exploitation du système soient inclus dans le système;</p> <p><b>f)</b> à ce qu'une description, en langage clair, a été préparée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><u>i)</u> des capacités et des limites du système,</li> <li><u>ii)</u> des risques de préjudice et de résultats biaisés visés à l'alinéa c)</li> <li><u>iii)</u> une identification suffisamment détaillée du contenu utilisé pour <u>former le système, y compris la façon dont les données ont été obtenues et sélectionnées, afin de faciliter l'exercice et l'application des droits en vertu de la Loi sur le droit d'auteur conformément aux règlements</u> et tout autre renseignement prescrit par règlement;</li> </ul> <p><b>g)</b> s'agissant d'un système qui génère un résultat numérique composé d'un texte, d'une image ou d'un contenu audio ou vidéo :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) à ce que tous les efforts aient été déployés pour faire en sorte que le public puisse savoir, sans aide ou avec l'assistance d'un logiciel qui lui est accessible et qui est gratuit, que le résultat a été généré par un système d'intelligence artificielle,</li> <li>ii) à ce que soit prise toute mesure prévue par règlement pour faire en sorte que le public puisse savoir que le résultat a été généré par un système d'intelligence artificielle;</li> </ul> <p><b>h)</b> à ce que toute mesure prévue par règlement a été prise;</p> <p><b>i)</b> à ce qu'une vérification de l'observation des alinéas a) à h) a été effectuée, conformément aux règlements, par un tiers qui possède les qualifications prévues par règlement.</p>
<p><b>Records</b></p> <p>(2) The person must keep</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) records demonstrating that the requirements set out in paragraphs (1)(a) to <del>(e), (g) and</del> (h) have been met;</li> </ul>	<p><b>Documents</b></p> <p>(2) La personne tient les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des documents qui démontrent que les exigences visées aux alinéas (1)a) à <del>e), g) et</del> h) sont respectées;</li> </ul>

(b) records relating to the data and processes used in developing the general-purpose system and in assessing the system's capabilities and limitations; and (c) any other records prescribed by regulation.	b) des documents relatifs aux données et aux processus qui ont été utilisés pour développer le système à usage général et pour évaluer ses capacités et ses limites; c) tout autre document prévu par règlement.
---	---

If you have any questions regarding these suggestions, please do not hesitate to contact / Pour toutes questions concernant ces suggestions, n'hésitez pas à contacter :

**Me Stéphanie Hénault**

*Director of Legal Affairs / Directrice des affaires juridiques*

Associations nationales des éditeurs de livres [shenault@anel.qc.ca](mailto:shenault@anel.qc.ca) Tél. : 514.743.5147

Dear Members of the Standing Committee on Industry and Technology, please accept our most distinguished greetings. / Nous vous prions de recevoir, Chers membres du Comité de l'industrie et de la technologie, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

**Access Copyright (AC)**

**Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)**

**Association of Canadian Publishers (ACP)**

**Canadian Authors Association (CAA)**

**Copibec**

**Literary Press Group of Canada (LPG)**

**Regroupement des éditeurs franco-canadiens (REFC)**

**Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ)**